



SNAM

28 OCT. 2015

N° enreg. : 259

SNAM CGT  
M. Marc Slyper  
14/16, rue des Lilas  
75019 Paris

Paris, le 27 octobre 2015

**Lettre R/AR**

**Objet :** Notification d'accord

Monsieur,

Conformément à l'article L 2231-5 du Code du travail, nous vous notifions l'accord Musicien de la Production Audiovisuelle du 16 septembre 2015.

Vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la présente pour vous opposer à cet accord.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos considérations les meilleures.

Jack AUBERT  
Délégué aux Affaires Sociales

---

*L'USPA est une organisation membre de la Confédération des Producteurs Audiovisuels (CPA)*

Union Syndicale de la Production Audiovisuelle  
5 rue Cernuschi, 75017 Paris  
Tél : 01 40 53 23 00 — Fax : 01 40 53 23 23  
SIRET : 343 224 754 000 63  
[www.uspa.fr](http://www.uspa.fr)

## Titre I : champ d'application de l'accord

Il est conclu, entre les organisations syndicales représentatives, un accord visant à régir les relations du travail entre les musiciens et les producteurs audiovisuels, dès lors qu'ils sont leurs employeurs. Cet accord constitue une annexe à la Convention collective nationale de la Production Audiovisuelle. Ainsi, l'ensemble des dispositions de la CCN s'applique aux musiciens. Les dispositions du présent accord viennent en complément ou en substitution des dispositions de la convention collective pour tenir compte des particularités d'emploi des musiciens.

### Article 1 : activités couvertes

Le présent accord régit, en France métropolitaine et dans les DOM, les relations entre les musiciens et leurs employeurs, qui ont une activité principale de production audiovisuelle. Toutefois lorsqu'une entreprise produit principalement des programmes d'animation, ces relations sont régies par les dispositions de la Convention collective de la Production de Film d'Animation.

Il est précisé que le programme audiovisuel, tel que défini à l'alinéa 2 du préambule de la Convention collective de la Production Audiovisuelle, peut être distribué par télédiffusion, par support physique ou de façon dématérialisée.

Ainsi, le présent accord traite aussi bien des artistes musiciens présents à l'écran que des artistes musiciens non présents dans le cas exclusif de musique originale réalisée par un producteur audiovisuel.

Pour les cas de captation de spectacle vivant, l'accord ne couvre les musiciens que pour le cas où ils sont salariés du producteur audiovisuel, pour cette activité. Pour les autres cas, une négociation interprofessionnelle doit être réunie sous l'égide du ministère du Travail.

### Article 2 : précision sur la qualité de producteur audiovisuel

Le producteur audiovisuel est la personne physique ou morale qui prend l'initiative et la responsabilité de la réalisation d'un programme composé d'images et de sons animés.

Il est précisé que le présent accord s'applique y compris lorsque le producteur audiovisuel produit un vidéogramme musical, non cinématographique. A contrario et conformément aux dispositions de la Convention collective de l'Édition Phonographique, lorsqu'un producteur, éditeur ou distributeur de phonogrammes produit, édite ou distribue un vidéogramme, cette dernière s'applique.

Dans le cadre de l'embauche d'un artiste musicien pour la réalisation d'un objet du contrat relevant de la production phonographique, les rapports entre employeurs et salariés sont régis par la Convention collective de la Production Phonographique.

CA HR  
PL V  
BT M  
17  
5

### Article 3 : artistes visés par le présent accord

Le présent accord couvre les artistes musiciens. Il est entendu que ceux-ci sont notamment :

- L'ensemble des artistes musiciens qu'ils soient soit principaux, leader, solistes ; soit membres d'une formation, d'un groupe, d'un ensemble constitué ou réuni individuellement,
- les chefs d'orchestres,
- les Disc-Jockey,
- les Beat Box.

Il est précisé que les chanteurs lyriques, les chœurs et choristes lyriques et les artistes de variétés sont couverts par la Convention collective des artistes interprètes engagés pour des émissions de télévision du 30 décembre 1992.

### Article 4 : Précision sur les fonctions « musicien »

Il est apparu nécessaire de préciser un certain nombre de fonctions, afin de définir plus finement l'application du présent texte.

Disc-Jockey : il/elle utilise les techniques du mixage, « scratching », « sampling » à partir de musiques d'instruments, de son ou de voix enregistrées, déjà existants ou produits en direct pour interpréter une œuvre musicale.

Beat Box : il/elle utilise la technique du multivocalisme ou des sons corporels, en imitant une boîte à rythme et/ou des scratches et/ou de nombreux instruments, pour obtenir une interprétation musicale.

Il est précisé que la fonction de copiste, qui assure la copie des partitions et la transposition de ces dernières dans la bonne tonalité, est rattachée à la fonction de collaborateur artistique, présent dans le cadre de la Convention collective de la Production Audiovisuelle.

## Titre II : Structure de la Rémunération

### Article 1 : Rémunération conventionnelle

La rémunération contractuelle de l'artiste musicien doit être au moins égale au minimum conventionnel.

Elle couvre, selon les dispositions du présent accord, l'ensemble des prestations de l'artiste interprète, et au moins un des six modes d'utilisation des programmes, tels que définis à l'article 3, et les utilisations non commerciales définies ci-contre.

Pour les cas de répétition, un cachet spécifique existe. Il ne comprend pas, pour une partie, la rémunération de droit voisin, absent dans ce cas. Aucune minute de la musique réalisée dans ce cadre ne peut être exploitée. Il couvre un service de trois heures. Un cachet particulier existe pour les hypothèses de double service de répétition.

CA  
VG  
B  
HR  
M  
PL  
h  
I

## Article 2 : Utilisations non commerciales couvertes par la rémunération conventionnelle

Les utilisations non commerciales, ne générant aucun revenu pour le producteur et l'utilisateur du vidéogramme, sont couvertes par la rémunération conventionnelle. Cette absence de flux financier entraîne la gratuité de ces exploitations.

Sont définis comme des utilisations non commerciales gratuites :

- Les utilisations de programmes réalisées dans le cadre de marché professionnel ou d'exposition destinés à la mise en valeur de la production audiovisuelle, dans le seul but d'une commercialisation auprès d'un potentiel acheteur (dans ce cas, les programmes sont notamment mis à la disposition sur support non commercialisable ou sur plateforme à accès limité) ;
- Les utilisations des programmes par les représentants officiels de la France à l'étranger, dans un but de promotion de la culture ou des arts français, en dehors des réseaux audiovisuels publics, en France ou à l'étranger ;
- Les utilisations des programmes dans le cadre de festival ou de manifestation ponctuelle, organisés par des structures d'intérêt général, dès lors que l'utilisateur n'en dégage aucun bénéfice ;
- La mise à disposition du public sur internet, à des fins promotionnelles, d'un passage du vidéogramme ne pouvant excéder la durée totale de l'œuvre ou 3 minutes par extrait;
- Les utilisations de parties du programme à titre de bande annonce ;
- L'ensemble des utilisations réalisées d'une manière générale à titre de promotion du programme audiovisuelle dans les limites exposées ci-dessus.

## Article 3 : Rémunération des utilisations des programmes audiovisuels, des vidéogrammes

Les utilisations des programmes audiovisuels, des vidéogrammes sont classées en six modes. Chaque mode est rémunéré suivant un principe qui lui est propre et qui est défini à l'article 5.

L'employeur a la faculté de rémunérer l'utilisation d'un ou plusieurs modes soit, par anticipation, au moment de la réalisation de travail soit lors de l'exploitation du programme audiovisuel. En tout état de cause, le contrat de l'artiste musicien interprète indiquera le mode couvert par la rémunération contractuelle, ainsi que les éventuelles rémunérations du ou des modes supplémentaires payés lors l'exécution du contrat de travail.

Il est entendu que les exploitations du vidéogramme par un producteur audiovisuel sont couvertes par le principe de la présomption de cession défini à l'article L 212-4 du Code la Propriété Intellectuelle. Avant que ne soit réalisée une exploitation séparée de l'image et du son du programme audiovisuel, celle-ci est soumise à l'autorisation écrite de l'artiste conformément à l'article L 212-3 du CPI.

CA J R PL  
V O W S Y  
B

### **Mode 1 :**

Est inclus dans ce mode l'ensemble des diffusions du programme audiovisuel réalisées, sur la base d'une grille de programme, par une entreprise de communication audiovisuelle sur l'ensemble des moyens de diffusions dont elle dispose (notamment télédiffusion hertzienne, par câble, par satellite, par ADSL, réseau informatique ou de téléphonie) soit en une fois, soit en plusieurs fois sur l'ensemble des zones qu'elle couvre. Cette diffusion est reçue simultanément par l'ensemble du public ou une catégorie de public. Dans ce cas, le consommateur n'est pas maître du moment de la réception (distribution de point à multipoint).

Ainsi, ce mode comprend notamment :

- la télédiffusion, gratuite ou payante, par tout moyen connu à ce jour (Télévision Numérique Terrestre, câble, satellite, ADSL, réseau informatique ou de téléphonie), ou qui viendrait à être mis en service pour le futur ;
- la catch-up (« télévision du lendemain ») et la preview dans une fenêtre de sept jours entourant la diffusion du programme ;
- la diffusion du programme sur internet par une transmission intégrale et simultanée à une télédiffusion ;
- la radiodiffusion simultanée à une télédiffusion telle que définie ci-dessus.

Pour ce dernier cas, le contrat devra mentionner l'autorisation de l'artiste pour ce type d'exploitation.

Sont aussi incluses dans ce mode les exploitations non commerciales engendrant une recette, même minime, pour le producteur. Sont considérés notamment comme telles :

- La cession payante de droit de diffusion du programme audiovisuel pour une diffusion dans le cadre d'un festival ;
- La cession aux bibliothèques et médiathèques ;
- La cession à destination de public dit « empêchés » (hôpitaux, prisons, maisons de retraite) ou dans un cadre scolaire ou universitaire.

### **Mode 2 :**

Ce mode d'exploitation vise la mise à disposition de programme audiovisuel par tout service de communication au public par voie électronique permettant son visionnage au moment choisi par l'utilisateur et sur sa demande (de point à point).

Ainsi, ce mode comprend notamment les Services de Médias Audiovisuels à la Demande, que ceux-ci soient gratuits, rémunérés à l'acte ou sous forme d'abonnement, pour une lecture sans téléchargement limitée dans le temps.

Pour les besoins de la rémunération de ce mode, il sera distingué entre les exploitations mises à disposition du public pendant au plus 90 jours et celle au-delà de 90 jours.

### **Mode 3 :**

Ce mode comprend :

- les exploitations sous forme de vidéo physique sur support (DVD, Blue Ray, ou autres supports physiques existants ou à venir),

CA JR PL  
VF  
M  
B  
M G

- la location sur support physique d'un vidéogramme publié à des fins de commerce,
- le téléchargement d'un vidéogramme couplé avec une vente de support physique,
- les téléchargements définitifs de fichier.

**Mode 4 :**

On entend, pour ce mode, l'ensemble des diffusions, payantes directement pour le public ou pour un tiers financeur, du programme audiovisuel dans une salle ou dans tout autre lieu réunissant du public tel que :

- la communication au public d'un vidéogramme dans les salles de cinéma et les lieux de représentation d'un spectacle ;
- la communication au public d'un vidéogramme dans un lieu public hormis les salles de cinéma et les lieux de représentation d'un spectacle ;
- la communication au public d'un vidéogramme dans le cadre de la représentation d'un spectacle ;
- la communication au public par vidéo transmission et gratuitement d'un spectacle « live ».

On entend par vidéo transmission toute diffusion simultanée d'un événement à partir d'une même source émettrice, dans plusieurs autres salles ou lieux publics.

**Mode 5 :**

Ce mode regroupe les incorporations de tout ou partie du programme audiovisuel dans différents produits tels que :

- les jeux vidéo sur support physique ou en ligne,
- les produits multimédia, notamment site web, borne de consultation dans des lieux publics, programme d'attentes (salle d'attentes, transport en commun) ;
- les extraits visuels et sonores à destination d'un merchandising (jouet, objet publicitaire ou promotionnel)
- les sonneries téléphoniques ou les illustrations sonores.

Pour toute les utilisations seules de la bande son, le contrat devra mentionner l'autorisation de l'artiste pour ce type d'exploitation.

On entend par jeu vidéo tout logiciel de loisir mis à la disposition du public sur un support physique ou en ligne intégrant des éléments de création artistique et technologique, proposant à un ou plusieurs utilisateurs une série d'interactions s'appuyant sur une trame scénarisée ou des situations simulées et se traduisant sous forme d'images animées, sonorisées ou non.

On entend par programme multimédia tout programme ayant une identité propre, stockée numériquement sur un support ou accessible en ligne, qui rassemble ou organise sur un même support, pour une utilisation publiques ou privées, plusieurs éléments suivants :

CA HR PL  
 VG W M I

- textes,
- sons,
- images fixes ou animés, qu'elle qu'en soit la nature,
- bases ou banques de données,
- et d'une manière générale toutes sources d'informations numérisées dont l'accès et/ou l'interactivité sont rendus possibles par un logiciel.

### **Mode 6 :**

Ce mode regroupe les exploitations sous formes de phonogramme sur support ou les diffusions sur des réseaux radiophoniques (à l'exclusion des diffusions radiophoniques simultanées couvertes par le mode 1).

Pour ce mode, le contrat devra mentionner l'autorisation de l'artiste pour ce type d'exploitation.

### **Article 4 : Cachet de base**

Le tableau ci-après mentionne les différents types de cachet, en fonction des durées de services.

<b>Définition du cachet</b>	<b>Montants</b>
Cachet initial (avec un mode) pour un service de 3 heures	100€
Cachet initial (avec un mode) pour un service de 4 heures	130€
Cachet initial (avec un mode) pour un engagement à la journée (isolée, enregistrement)	215€
Cachet initial (avec un mode) pour un engagement à la journée (3 journées isolées ou 2 journées consécutive sur 7 jours)	205€
Cachet initial (avec un mode) pour un engagement à la journée (5 journées isolées ou 3 journées consécutive sur 7 jours)	180€
Abattement pour ensemble :  Les cachets définis ci-dessus sont abattus dans les cas d'une interprétation en ensemble. Cet abattement est fonction du nombre de musiciens participant à l'ensemble.	+ 10 musiciens = -10% + 20 musiciens = -15% + 30 musiciens = -20% + 40 musiciens = -25%
Cachet pour répétitions	
Cachet pour un service de trois heures	60€
Cachet pour un double service de trois heures	100€

CA JR PL  
Ja M S  
E

Dans le cas d'un emploi pour un documentaire non éligible au crédit d'impôt et en cas d'engagement à la journée avec rémunération de l'ensemble des droits d'exploitation pour l'ensemble de la durée d'exploitation, l'abattement de 25% s'applique dès l'embauche du 2<sup>ème</sup> musicien.

#### Article 5 : Rémunération des modes par anticipation

Le tableau ci-contre détaille les rémunérations versées par anticipation pour chaque mode. Il est rappelé que le cachet initial couvre la rémunération d'un mode d'exploitation au choix de l'employeur. Ce choix devra être précisé dans le contrat de travail.

Les rémunérations pour l'exploitation du son seul tiennent compte du régime de l'autorisation. Une rémunération forfaitaire est prévue pour la rémunération de l'autorisation et une rémunération proportionnelle est définie pour l'exploitation de l'enregistrement sonore.

En ce qui concerne la radiodiffusion simultanée, un principe de rémunération proportionnelle est présenté au sein de la grille. Néanmoins et lorsque cette exploitation ne génère pas de rémunération supplémentaire pour le producteur, il est prévu une rémunération compensant cette absence de recette.

Les rémunérations des droits voisins sont définies, par contrat de travail, par rapport à un cachet, non abattu, pour un service d'enregistrement de 4 heures.

VG CA J.R. PL  
~~BT~~ W 17



Tableau des rémunérations des droits voisins

Modes	Rémunération de l'autorisation (uniquement en musique)	10 ans	30 ans	Fin de durée de la protection
1 : télédiffusion (gratuite et payante) + Catch up + Preview + Radiodiffusion simultanée	X	10% du cachet de base	15%	18%
	Exploitation radio simultanée +5% du cachet de base	1% de la recette et à défaut, 1% du cachet de base	X	X
2 : SMAD gratuite et payante (la mise à disposition supérieur à 90 jours s'acquiert en complément de la mise à disposition inférieur à 90 jours)	X	10% (mise à disposition inférieur à 90 jours)	12%	14%
	X	+2% (mise à disposition supérieur à 90 jours)	+3%	+4%
3 : Vidéo physique + téléchargement définitif + location de vidéo physique (le mode peut s'acquérir de façon groupée ou par ligne)	X	4% Vidéo physique	5,5%	6%
	X	3% Téléchargement	3,5%	4%
	X	1% location de vidéo physique	1,1%	1,2%
4 : Lieux Publics	X	10%	12%	15%
5 : exploitation divers, merchandising	X	2%	2,5%	3%
	Exploitation du son seul 2% du cachet	2% RNPP (à répartir entre artistes)		
6 : exploitation phonographique	Exploitation du son seul	6% RNPP (à répartir entre artistes)		
	5% du cachet			
Achat groupé des modes en rémunération forfaitaire (hors exploitations couvertes par le droit d'autoriser)		35%	45%	50%

✓ CA ✓ DR  
 ✓ MM ✓ PL  
 ✓ 27  
 F

Article 6 : Rémunération des modes au moment de l'exploitation

En cas d'exploitation des modes et de non-paiement par anticipation de ceux-ci, l'artiste musicien recevra une redevance proportionnelle à la recette générée.

Cette redevance constitue d'un point de vue social et fiscal un Bénéfice Non Commercial. Si elle devait perdre cette qualification, une négociation spécifique devra être engagée.

La répartition des sommes se fera par l'intermédiaire de la SPRD compétente.

Titre III : Conditions de travail :

Les conditions particulières d'emploi et de travail des artistes musiciens nécessitent que le présent accord prévoit des dispositions adaptées, complétant ou se substituant à la Convention collective de la Production Audiovisuelle.

Article 1 : engagement et organisation des services et des journées :

Il est possible d'engager les artistes musiciens pour un ou pour plusieurs services ou pour une ou plusieurs journées. Ces durées d'emploi sont précisées dans le contrat de travail.

*1.1 Engagement au service*

Le service s'entend d'une séance de travail d'une durée indivisible liée à l'enregistrement audiovisuel d'une œuvre par des musiciens.

La durée d'un service est de trois heures, comprenant vingt minutes de pause, ou de quatre heures, comprenant deux pauses de quinze minutes.

Il ne peut être programmé plus de trois services de trois heures pour une même journée. Dans le cas où deux services se suivent, une période de pause de vingt minutes doit être observée, de façon non cumulable avec les pauses-repas. Cette pause est portée à trente minutes entre le deuxième et le troisième service au cours d'une même journée.

Pour permettre l'achèvement d'un enregistrement en cours, l'employeur peut décider de prolonger un service d'une durée indivisible de quinze minutes, rétribué à raison de 10% du cachet de base. Par un usage constant, il est néanmoins admis qu'une prolongation de trois minutes justifiée par le besoin de finaliser l'interprétation de l'œuvre ne donne lieu à aucun paiement supplémentaire.

Par dérogation, pour l'enregistrement d'œuvres nécessitant la présence de plus de trente artistes, l'employeur a la possibilité de décider une prolongation d'un second quart d'heure supplémentaire à la durée du service; ce second quart d'heure est rémunéré comme il est prévu à l'alinéa ci-dessus.

Tout artiste est informé dès la signature du contrat de travail de l'éventualité d'une prolongation dans les conditions prévues ci-dessus.

JGCA JTR PL  
BT Mb M

## 1.2 Engagement à la journée

La journée s'entend d'un engagement d'une durée de travail de neuf heures. Elle est coupée d'une pause repas d'au moins une heure et de temps de pause au moins égaux à trente minutes.

L'engagement à la journée doit concerner un nombre minimum de trois journées isolées l'une de l'autre ou de deux journées consécutives sur une suite de sept jours.

L'engagement à la journée peut aussi concerner un nombre minimum de cinq journées isolées l'une de l'autre ou de trois journées consécutives sur une suite de sept jours. Pour ce cas spécifique, un minima particulier figure dans la grille des salaires.

En cas d'engagement pour une seule journée isolée, il est prévu un cachet spécifique dans la grille présentée à l'article 4 du titre II.

En cas de dépassement de la durée de neuf heures dans le cadre d'une journée isolée et sans préjudice des dispositions de l'article VI.3.1 de la Convention collective de la Production Audiovisuelle, la journée peut être poursuivie. Elle ouvre droit à paiement des heures complémentaires réalisées sur la base du montant du cachet journalier divisé par neuf. Ces heures sont majorées de 10% pour la dixième heure et de 25% pour la onzième.

### Article 2 : durée du travail

Les dispositions de l'article VI 3 de la Convention collective de la Production Audiovisuelle s'applique aux artistes musiciens.

Il est rappelé, notamment, les points suivants :

- La durée maximale journalière est de 10 heures, pouvant être portée de façon exceptionnelle à douze heures ;
- Le repos quotidien est d'une durée de onze heures ;
- Le repos hebdomadaire est de 24 heures consécutives auxquels s'ajoutent 11 heures de repos.

Il est précisé que le temps joué individuellement par chaque musicien ne peut excéder sept heures par jour. Les play-back ne s'entendent pas d'un temps joué.

Pour le cas où exceptionnellement cette limite serait dépassée, notamment pour des raisons de fin d'enregistrement, dans le cadre des durées maximales de travail possible et dans la limite d'une heure, il sera versé l'équivalent d'un demi-cachet complémentaire.

### Article 3 : Majorations exceptionnelles

Conformément à l'article L 3122-30 du Code du travail, les heures de nuit dans la production audiovisuelle sont comprises entre 24 heures et 7 heures. La réalisation d'une période de travail entraîne la majoration du cachet de 25% si l'ensemble de la période travaillée est réalisé en heure de nuit. En cas de réalisation d'une partie seulement de la période de travail en heure de nuit, la rémunération conventionnelle du service ou de la journée est divisée par le volume d'heures défini pour un service ou une journée. La majoration est calculée sur cette base et est versée autant de fois que d'heures de nuit.

VG<sup>CA</sup> JR  
BP  
PL  
10 17  
9

Selon l'article L 3132-12 et R 3132-5 du Code du travail, il est possible, dans la production audiovisuelle, de déroger au travail du dimanche. Celui-ci, lorsqu'il n'est pas motivé par des nécessités liées à la réalisation d'un programme dans les conditions du direct ou lorsqu'il n'est pas possible de travailler un autre jour notamment du fait de la disponibilité d'un lieu ou d'une personnalité, entraîne l'application d'une majoration de 50% du cachet.

Le travail d'un jour férié, lorsqu'il n'est pas motivé par des nécessités liées à la réalisation d'un programme dans les conditions du direct ou lorsqu'il n'est pas possible de travailler un autre jour notamment du fait de la disponibilité d'un lieu ou d'une personnalité, entraîne le paiement d'une majoration de 100% du cachet.

La réalisation d'un jour de travail le 1er mai entraîne le paiement d'une majoration de 100% du cachet indépendamment des circonstances de production.

#### Article 4 : trajet, transport et voyage

##### *4.1 Trajet*

On appelle trajet tout déplacement du salarié pour se rendre quotidiennement de son domicile à son lieu de travail, ou en revenir. En région parisienne, le temps de trajet est réputé normal dès lors que le lieu de travail est situé jusqu'à 50 kilomètres de la porte de Paris la plus proche. En province, cette distance est mesurée par rapport à la périphérie urbaine. Au-delà, le temps de déplacement est du temps de transport au sens du 4.2 ci-après.

Le temps de trajet n'est pas du temps de travail effectif.

##### *4.2 Transport*

On appelle transport tout déplacement au cours d'une journée de travail. Répond notamment à cette définition le déplacement que le salarié effectue d'un site à l'autre de l'entreprise pendant l'horaire de travail.

Le temps de transport est du temps de travail effectif.

##### *4.3 Voyage*

On appelle voyage tout déplacement pendant une période où aucun travail n'est effectué et lorsque le salarié ne retourne pas à son domicile habituel à la fin de la journée. Le voyage est organisé par l'employeur.

Les heures de voyage ne sont pas du temps de travail effectif, et ne sont pas décomptées comme telles. Elles peuvent intervenir un samedi et/ou un dimanche. Toutefois, les voyages effectués dans le cadre du présent article ne peuvent avoir pour effet de priver le salarié du jour de repos hebdomadaire obligatoire.

Lorsque le voyage se déroule en transport en commun, le billet fait foi pour décompter la durée du voyage : écart entre l'heure de départ et l'heure d'arrivée, durée à laquelle il est ajouté forfaitairement une heure pour tenir compte des éventuels temps d'attente.

Les heures de voyage sont indemnisées sous forme d'une « indemnité pour heures de voyage » complétant le cachet qui est égale à :

- voyage d'une durée inférieure ou égale à 4 heures : 1/10<sup>ème</sup> du cachet de base pour un service de 3 heures ;

JG CA JDR PL M JG

- voyage d'une durée supérieure à 4 heures et inférieure ou égale à 8 heures : 2/10<sup>ème</sup> du cachet de base pour un service de 3 heures;
- voyage d'une durée supérieure à 8 heures : 4/10<sup>ème</sup> du cachet de base pour un service de 3 heures.

Sur accord des parties, l'employeur peut remplacer l'« indemnité pour heures de voyage » par un repos compensateur au moins équivalent.

#### Article 5 : Remboursement des frais

Dans le cas où le contrat de travail mentionne un lieu de travail nécessitant un déplacement excédant le trajet entre domicile et lieu de travail habituel, l'artiste percevra des indemnités de déplacement se décomposant comme suit :

- pour les frais de voyage (train, auto ou avion) prise en charge aux frais réels par l'employeur après accord entre les parties ;
- si le salarié utilise son véhicule personnel, avec accord de son employeur et en cas d'impossibilité de prendre les transports en commun, il percevra un remboursement kilométrique calculé sur les bases publiées annuellement par les services fiscaux.
- pour les frais d'hébergement, l'employeur aura le choix entre :
  - soit rembourser les frais réels après accord entre les parties
  - soit verser une indemnité journalière conventionnelle forfaitaire minimale dans les limites et les conditions prévues par l'URSSAF.

#### Article 6 : Instruments :

Chaque musicien doit fournir son instrument. Le cachet de l'artiste comprend cette mise à disposition.

Lors de l'utilisation d'instruments spéciaux, spécifiques à une œuvre, ou rares, que le musicien ne possède pas, ou difficilement déplaçables, il pourra être convenu entre l'employeur et le musicien, que ceux-ci seront loués par l'employeur.

Un complément de salaire pourra être octroyé pour l'utilisation de plusieurs instruments. Lors de l'organisation d'un voyage pour les nécessités d'un tournage, l'employeur devra assurer les frais d'acheminement des instruments qui ne peuvent pas être considérés comme un bagage à main.

Il est de la responsabilité de l'employeur de vérifier, auprès du musicien, que l'instrument est assuré.

VG CA JR PL  
BT M

14  
5

### Article 7 : Rupture anticipée du contrat

En vertu des dispositions de l'article L. 1243-1 du Code du travail et sous réserve de la période d'essai, le contrat de travail conclu entre un artiste et un employeur ne peut être rompu avant l'échéance du terme, sauf accord des parties, qu'en cas de faute grave ou de force majeure ou d'inaptitude constatée par un médecin du travail ou, par dérogation, à l'initiative de l'artiste lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée dans les conditions prévues par l'article L 1243-2 du Code du travail.

Hors faute grave de l'artiste interprète ou inaptitude constatée par un médecin du travail ou cas de force majeure, la rupture anticipée du contrat de l'artiste interprète par l'employeur ouvre droit à des dommages et intérêts d'un montant égal aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat conformément à l'article L. 1243-4 du Code du travail. En conséquence, dans les hypothèses évoquées à l'alinéa précédent, hors cas de force majeure, l'employeur sera tenu de payer à l'artiste le salaire relatif aux prestations prévues dans le contrat de travail et pourra utiliser les prestations enregistrées moyennant le respect des dispositions du présent titre.

En cas de force majeure, il sera fait application des dispositions de l'article L. 1243-4 du Code du travail.

De façon parallèle, conformément à l'article L. 1243-3 du Code du travail, la méconnaissance par l'artiste des stipulations rappelées au premier alinéa ci-dessus ouvre droit pour l'employeur à des dommages et intérêts correspondant au préjudice subi.

### Article 8 : Annulation d'un service ou d'une journée

Si un service ou une journée est annulée à l'initiative de l'employeur, il est alloué à l'artiste une indemnité égale au montant de la rémunération fixée par le contrat de travail pour le service ou la journée correspondant.

### Article 9 : Contrat – Planning

Le contrat de travail est signé au plus tard lors de la première entrée en studio.

L'employeur fixe un planning prévisionnel de travail, exprimé en services et/ou en journées, ainsi qu'un horaire de début de travail pour chaque journée.

Ce planning peut être modifié par l'employeur en fonction des nécessités de l'enregistrement, sous réserve de respecter un préavis de vingt-quatre heures. En tout état de cause, en cas de modification du planning par l'employeur, celui-ci devra tenir compte des autres engagements pris par l'artiste.

Sauf cas de force majeure, si un service ou une journée est reporté à l'initiative de l'employeur avec un délai de prévenance inférieur à vingt-quatre heures, l'artiste percevra une indemnité égale à 30 % de la rémunération minimale fixée pour le service ou la journée correspondant.

### Article 10 : Feuille d'émargement

Pour chaque journée au cours de laquelle a lieu une séance de travail, les artistes signent une feuille d'émargement faisant mention de leur présence et de la nature de leur travail

15 CA  
B  
PL  
M  
G

respectif. Une copie leur en est remise. Un modèle de feuille d'épargne est en annexe de cet accord.

#### Article 11 : Pause repas

Les artistes musiciens doivent disposer d'une pause d'au moins une heure pour le déjeuner à prendre entre 11h00 et 15h00 et d'une pause d'au moins une heure pour le dîner à prendre entre 17h30 et 21h30.

Les horaires de prises de repas peuvent être décalés dans le cas d'un programme réalisé en direct ou dans les conditions du direct, ou soumis à la disponibilité particulière d'un lieu ou d'un artiste.

#### Article 12 : Services ou journées supplémentaires

A l'expiration de son contrat, l'artiste fera ses meilleurs efforts pour effectuer les services ou les journées de travail supplémentaires nécessaires à l'achèvement du programme audiovisuelle ou du vidéogramme prévu à son contrat de travail.

Les dates sont fixées par l'employeur, compte tenu des engagements que l'artiste aurait pu contractés par ailleurs.

Le service ou la journée supplémentaire sera rémunéré sur la base du salaire prévu au contrat.

#### Article 13 : Congés payés

En vue du versement des congés payés dont ils bénéficient, tous les salariés relevant du présent accord sont affiliés à la caisse des congés spectacles.

Afin de permettre à chaque salarié de disposer de ses congés payés, l'entreprise devra s'acquitter de ses cotisations selon les taux en vigueur et délivrer les documents permettant de faire valoir les droits.

Pour l'application du second alinéa de l'article D 7121-37 du Code du travail, le salaire minimum de référence devant être pris en compte pour calculer le montant de l'indemnité journalière de congé est celui fixé pour une journée d'enregistrement.

VG CA JOR PL  
~~BT~~ Wh h

Fait à Paris, le

en 13 exemplaires

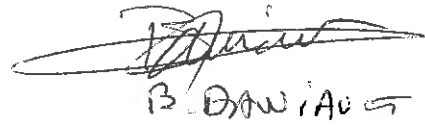
Pour le collège salarié

Pour le collège employeur

CFDT F3C  
C. PAULY



AFPF

  
B. DANIAS

CFE CGC  
SNACOP/A




CFE CGC SNAPS  
P/O



SATEV

CFTC USNA P.O. Hubert Casarade  
Christine Alessio



SPECT



CGT SNAM

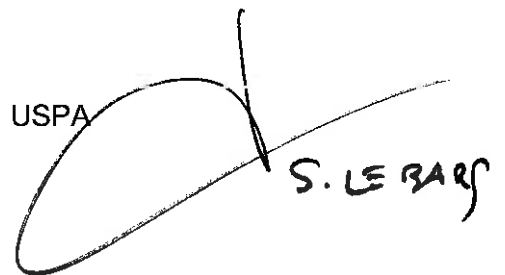


SPI



CGT FO

USPA

  
S. LE BARS